

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-U., \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner
au moins quinze jours d'avance.

Vol. XII.

No. 46

JEUDI, 17 NOVEMBRE 1891

Prix du numéro 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou
par bons sur la poste.

AVIS IMPORTANT

L'Opinion Publique est publiée tous les jeudis par les nouveaux propriétaires. L'impression, les gravures, etc., etc., se font à la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les Etats-Unis ; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées au Gérant de la Compagnie Litho.-Burland, au bureau de *L'Opinion Publique*.

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

LÉON GAMBETTA

N'est-il pas singulier que les deux hommes qui auront eu le plus d'influence sur la France de notre siècle, auront été deux Français d'origine italienne ? Le Corse, Napoléon Bonaparte, l'a tenu vingt années durant sous son sabre, faisant peser sur elle son despotisme et sa gloire militaire et le Génois, Léon Gambetta, la subjugue en ce moment par l'influence de sa parole. Ils auront entendu la liberté à peu près de la même façon. Le premier l'étouffait brutalement, comme un lion étrangle sa victime ; le second manipule le suffrage universel assez habilement pour la confisquer à son profit et à celui des siens. Il est aussi absolu et aussi tyran que son devancier. La mise en scène a seule changé.

Comme Louis XIV, Gambetta pourrait dire : l'état, c'est moi. Il n'est pas entouré de courtisans respectueux et prosternés comme les Dungeau du roi-Soleil, mais il voit à ses pieds autant de séides craintifs, intéressés à sa fortune.

C'est une étrange destinée que celle du fils de l'épicière de Cahors. Jusqu'en 1868 il est parfaitement inconnu à la France. Une bécasse de l'empire le fait sortir de l'obscurité pour le porter au premier plan. Un journaliste, M. Delescluze, ouvre dans le *Réveil* une souscription pour élever un monument au député Baudin, victime du coup d'état du 2 décembre. Le gouvernement de Napoléon III traduit le journaliste devant les tribunaux. Gambetta le défend, perd son procès, cela va sans dire, mais de ce moment il est célèbre et la révolution pressent son maître futur.

Gambetta avait jeté le gant à l'empire. "La prévention, disait-il aux magistrats, ne tend à rien moins qu'à nous arracher un jugement dans lequel il serait dit que le 2 décembre est conforme à la morale publique et que les gens qui sont tombés à la barricade du droit ont été justement frappés. Je ne m'abaisserai pas à démontrer que ce que nous avons fait est conforme aux lois. Depuis dix-sept ans vous êtes maîtres de la France ; vous n'avez jamais osé, quelle qu'ait été votre jactance, célébrer le 2 décembre comme un anniversaire national quand tous les gouvernements fêtent le jour de leur avènement."

Il fallait un grand courage pour faire entendre un tel langage à cette époque où la presse était bâillonnée, et tout semblant d'opposition aux auteurs du coup d'état, écrasée. Les paroles de Gambetta eurent un écho immense en France et son audace lui valut un siège au corps législatif en 1869. Gambetta, né en 1838, n'avait alors que 31 ans. C'était le plus jeune des ennemis de l'empire au parlement, mais non pas le moins redoutable.

Arrivé au Parlement, le jeune avocat fit de son mieux pour seconder MM. Thiers, Simon, Favre, qui sapaient sans relâche le colosse aux pieds d'argile : l'Empire de Napoléon III. Après l'effondrement qui suivit Sedan,

M. Gambetta accourut à l'Hôtel-de-Ville, et entra dans le gouvernement improvisé de la défense nationale.

* *

C'est dans les moments de crises que les ambitieux surgissent, et Gambetta le savait bien. Aussi, il ne pouvait trouver un temps plus propice pour se produire et arriver au pinacle. La France venait de perdre ses deux grandes armées ; Sedan et Metz l'avaient laissée presque sans défenseurs. Gambetta se dit qu'il frapperait la terre et qu'il en sortirait des légions. Bloqué dans Paris par les Prussiens, il monte en ballon et va prendre pied à terre à Tours, pour organiser la défense nationale. Partisan de la guerre à outrance, il croit, avec bien d'autres, que la République de 1870 peut renouveler les prodiges de la République de 93, battant les armées de l'Europe coalisée ! Hélas ! les temps sont changés : Carnot, l'organisateur des valeureuses légions d'alors n'est plus. Il manque aussi des généraux comme Bonaparte, Moreau, Hoche, Kellerman. Ce sont les Allemands qui ont cette fois les organisateurs et les généraux ! On sait ce qu'il advint de cette levée de boucliers ; ce fut une vaste hécatombe ; un massacre de conscrits. Après des efforts suprêmes, il fallut accepter la loi du vainqueur, céder deux provinces du territoire français à l'Allemagne. L'homme qui signa ce traité, Jules Favre, un des membres du gouvernement de la défense nationale, avait juré, quelques semaines auparavant, qu'il ne céderait "pas un pouce du territoire, pas une pierre de nos forteresses."

Un jour, M. Thiers, parlant du rôle joué alors par Gambetta dans l'organisation de la défense nationale, déclarait que c'était l'œuvre d'un "fou furieux" ! Aussi, Gambetta n'était pas tendre pour l'ancien ministre de Louis-Philippe, qu'il appelait cheval de renfort, petit bourgeois, etc., etc. Malgré cet échange d'aménités, MM. Thiers et Gambetta devinrent plus tard de grands amis..... politiques.

Nous voici arrivés à la Commune. M. Thiers, installé à Versailles, est devenu le maître de la France. La Commune éclate, la queue de Gambetta applique ses principes. Le rusé avocat lâche ses amis et s'en va passer quelques semaines à St-Sébastien, sous les oranges, laissant M. Thiers et son futur ami, le marquis de Galifet, aux prises avec l'émeute. Les frères et amis d'un côté, et ses adversaires de l'autre, lui ont souvent reproché sa fugue si opportune pour lui. Il ne pouvait pas égorger ses amis, et il était trop fin pour se mêler à une partie perdue d'avance. Il a toujours excellé à laisser les courageux, ou si l'on veut les naïfs, se compromettre et à se servir de paravents !

M. Thiers, l'ancien monarchiste rallié au régime nouveau, avait dit : "La République sera conservatrice ou elle ne sera pas." Le vieil homme d'état, que ses principes n'ont jamais gêné, tenait ce langage pour se conformer aux idées qui avaient cours alors. On sait qu'à cette époque l'Assemblée Nationale était éminemment conservatrice. On sait qu'il n'a tenu qu'aux monarchistes d'amener une seconde restauration. Tout était prêt pour faire monter le comte de Chambord sur le trône, lorsque fut soulevée la question de savoir si Henri V garderait le drapeau tricolore ou adopterait le drapeau blanc de l'ancienne monarchie, ce qui fit tout manquer.

Gambetta commença dès lors à battre en brèche la République conservatrice, et il fit si bien et les monarchistes si mal, qu'à l'heure qu'il est cinq cents députés républicains ont remplacé les cinq cents députés monarchistes de 1870 ! La lutte a été longue mais sûre ; chaque changement de ministère amenait au pouvoir une nuance républicaine de plus en plus accentuée.

On peut juger du progrès accompli dans le sens de l'idée révolutionnaire par ce fait que la République, à ses débuts, accordait la liberté de l'enseignement supérieur, que les régimes précédents avaient refusée, et que cette année elle a proscrit cette même liberté en chassant de France 7,000 instituteurs religieux, et en fermant tous leurs établissements d'éducation.

* *

Le monde a vu l'âge de fer, les siècles de ténèbres,

et que savons-nous encore ; si la postérité s'avise jamais de qualifier notre époque, elle dira sans doute que c'était le siècle des bavards. Ce sont les avocats, les beaux parleurs qui, aujourd'hui, gouvernent le monde ! Soyez savants, hommes de gouvernement, grand administrateur, vous n'aurez guère d'influence sur les masses, si avec tous ces talents vous ne comptez pas celui de la parole. Et quelquefois, pour le pas dire souvent, l'art de bien dire tient lieu de tout. Nombre de grands hommes n'ont eu à leur service, pour arriver aux plus hautes positions, que de belles phrases et un bel organe.

Le chef du parti républicain possède cet art à un haut degré. C'est l'éloquence populaire fait homme ! Voix tonitruante, figure expressive, gestes énergiques, phrases claires et frappantes : il a toutes les qualités qui charment la multitude et la subjuguent. Il apporte à la tribune l'ardeur des méridionaux et cette verve, cette chaleur si puissante sur un peuple impressionnable. Il excelle parfois à mouler sa pensée dans une forme pittoresque, à lui donner un tour qui la fait ressembler à un axiome, à une formule concise, résumant toute la pensée d'un discours, peignant toute une situation. Après avoir attaqué McMahan au lendemain du 16 mai, dénoncé le coup d'état du maréchal, il se résume par ces mots : *Il faut se soumettre ou se démettre*. MacMahon se démit. Qui ne connaît sa terrible déclaration de guerre au clergé, à la liberté de conscience : "le cléricalisme, voilà l'ennemi !" cri de guerre odieux, appel à la persécution qui n'a été que trop entendu !

Comme tous les hommes qui parlent d'abondance et souvent, M. Gambetta se laisse aller à des incorrections de langage dont s'amuse ses adversaires.

Pour notre part, nous trouvons que ses discours sont bien appropriés à ses auditeurs. Toujours en situation, fuyant les hors-d'œuvre, Gambetta intéresse par sa manière vive et primesautière de traiter la question, mais comme fond, c'est pauvre. N'y cherchez ni largeur de vues, ni grandes idées politiques. On met ses discours en volumes cependant, mais qui les lira dans quelques années ? On étudie Mirabeau, Thiers, Berryer, mais Gambetta, il faut l'écouter. Ses discours doivent surtout leur plus grand succès à sa voix, à l'actualité, à son talent de mise en scène. L'effet qu'il produit est singulier, surtout lorsqu'il parle en présence de contradicteurs. Alors, il écume, il rugit ; sa figure s'imprime d'une énergie sauvage, et son seul œil vivant, lançant des éclairs, imprime à son masque de cyclope un aspect effrayant. Il fallait le voir, l'été dernier, à Belleville, en présence de ses anciens amis hurlant : à la porte Gambetta ; il fallait l'entendre tonner dans un langage des plus vulgaires, tout en brandissant un énorme gourdin : "Tas de gueulards je vous connais, esclaves ivres, je vous traquerai jusque dans vos repaires." Ceux qui étaient présents à cette lutte, entre la canaille de Belleville et son ancien fétiche, ne l'oublieront jamais.

Voilà l'homme qui gouverne aujourd'hui la France, voilà l'homme plus puissant que ne le fut jamais Napoléon. Quel usage fera-t-il de son pouvoir ? Les uns—ils sont nombreux—veulent voir en lui l'homme de la revanche. C'est assez l'opinion en Allemagne, mais il est à présumer qu'en face de l'Italie hostile, réconciliée avec l'Autriche, en face de l'Allemagne, alliée à la Russie, Gambetta jugera prudent d'ajourner l'exécution de ses projets belliqueux.

Gambetta est le seul homme en France qui ait fait preuve d'une grande habileté politique, depuis la mort de M. Thiers. Chef du parti républicain, il l'a discipliné, aguerri, mené à la bataille et enfin à la victoire, bien qu'il eut au début de la lutte des obstacles énormes à vaincre. Mais les ennemis de la République, monarchistes et impérialistes, ont multiplié leurs divisions, à mesure que le parti républicain faisait taire les siennes. Ses admirateurs ont jugé que ses succès le mettaient au rang des grands hommes d'état de l'Europe. Mais ce jugement ne sera ratifié ni par ses contemporains ni par la postérité. Il y a loin du chef républicain à Bismark, D'Israëli et Gladstone. Aucun de ces hommes n'aurait persécuté la religion de la majorité du peuple ; aucun n'aurait manœuvré de sa façon à isoler